

Convention collective départementale

IDCC : 1960. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
DU LOT-ET-GARONNE
(12 janvier 1996)**

(Bulletin officiel n° 1997-5 bis)

*(Etendue par arrêté du 7 mai 1997,
Journal officiel du 17 mai 1997)*

■ *Journal officiel* du 17 août 2005

**Arrêté du 4 août 2005 portant extension d'un accord conclu dans le
cadre de la convention collective des industries métallurgiques,
mécaniques et connexes de Lot-et-Garonne (n° 1960)**

NOR : SOCT0511561A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 15 juillet 2005, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de Lot-et-Garonne du 12 janvier 1996 (une annexe « Champ d'application », une annexe « Classifications ») et des textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 31 janvier 2005 portant sur les rémunérations effectives garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 14 juin 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli selon la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de Lot-et-Garonne du 12 jan-

vier 1996, tel qu'étendu par arrêté du 7 mai 1997, publié au *Journal officiel* du 17 mai 1997, les dispositions de l'accord du 31 janvier 2005 portant sur les rémunérations effectives garanties, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 août 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

L'administratrice civile,

A. BREAUD

Nota. — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/22, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.